

ÉLECTIONS ITALIENNES : UNE VICTOIRE À LA PYRRHUS

La cause est donc entendue : les élections législatives du 21 avril ont mis un terme en Italie à la crise provoquée à la fin de l'année 1994 par le revirement de la *Lega* qui, après avoir remporté avec son allié *Forza Italia*, et *Alleanza Nazionale*, les élections en mars 1994, avait quitté la coalition gouvernementale et provoqué la chute du gouvernement Berlusconi, puis à l'anomalie que constituait le gouvernement "technique" de Lamberto Dini qui lui avait succédé. Le système électoral (largement) majoritaire a bien fonctionné et a permis que se dégagent une majorité et une opposition aux contours clairement définis. Le centre-gauche qui a remporté les élections est ainsi assuré, sauf crise majeure dont on ne voit pas ce qui pourrait la provoquer, de pouvoir gouverner pendant les cinq prochaines années. *Rifondazione comunista* qui a permis au centre gauche de "battre la droite" ne fera rien au cours de la prochaine législature qui puisse permettre le retour au pouvoir de cette même droite. Quant aux tentations éventuelles de créer un grand centre elles ne peuvent, dans le système bipolaire qui s'est mis en place, qu'échouer.

Les vrais problèmes sont ailleurs. La seule grande question qui préoccupe la classe politique italienne depuis la signature du traité de Maastricht est de savoir si l'Italie pourra être prête à la date prévue pour faire partie de l'Union économique et monétaire et participer à plein titre à la création de la monnaie unique. Pendant longtemps l'Italie a semblé ne pas pouvoir respecter les règles inscrites dans le traité. En réalité rien n'est encore définitivement joué. Au dernier sommet des ministres des Finances européens à Vérone l'Italie a obtenu que, pour ce qui est de la

dette publique, on ne tienne pas compte du seul critère numérique (la dette ne doit pas dépasser 60% du PIB, alors que pour l'Italie elle est actuellement de l'ordre de 120%), mais de la tendance à la réduction de ce rapport. Pour ce qui est de la stabilité des changes, le retour de la lire dans le SME — retour que le vainqueur des élections Romano Prodi s'est empressé d'annoncer comme imminent dès la proclamation des résultats — permettra de donner toute garantie sur ce point. Quant aux taux d'intérêt, beaucoup plus élevés en Italie qu'en Allemagne et en France, leur baisse dépendra de la baisse de l'inflation.

Restent donc deux points fondamentaux : l'inflation précisément et le déficit budgétaire.

En 1995 le taux d'inflation en Italie a été de 5,4%. Le traité de Maastricht prévoit que pour participer à la création de la monnaie unique un pays ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point, l'année qui précède l'examen de passage, le taux moyen d'inflation des trois pays les plus "vertueux" (le taux d'inflation moyen des trois pays ayant l'inflation la plus basse — Finlande, Luxembourg, Allemagne — est actuellement de 1,4%). L'inflation doit donc baisser de façon importante pour que l'Italie puisse respecter le critère prévu par Maastricht. Depuis la signature de l'accord de juillet 1993 sur le coût du travail (qui revenait à enterrer l'échelle mobile), le gouvernement dispose de l'instrument politique qui lui permet de faire baisser l'inflation (seule un vague de protestation sociale de grande ampleur pourrait obliger le futur gouvernement à revenir à une pratique que Cesare Romiti le nouveau président de Fiat a qualifiée de "médiévale"). La baisse de l'inflation impliquera de nouvelles pressions sur les salaires et donc une réduction du pouvoir d'achat.

Pour ce qui est du déficit, la question est tout aussi délicate. Le traité de Maastricht prévoit que celui-ci ne doit pas dépasser 3% du PIB. En 1995 l'Italie était à 7,3%. Pour qu'elle puisse arriver à 3% en 1997, il faudrait, d'après *Il Sole - 24 Ore* du 28 avril 1996, que le déficit diminue de 80 à 90.000 milliards de liras sur les deux années 1996 et 1997 (pour 1996 32.500 milliards de liras prévus par la loi de Finances de 1995, auxquels il faudra ajouter de 25 à 30.000 milliards de liras, le plafond pour 1996 ayant été dépassé d'autant, et enfin de 27 à 30.000 milliards de liras pour l'année 1997, c'est-à-dire pour les dix-huit mois qui restent avant le 1er janvier 1997, un total de 52 à 60.000 milliards de liras). Comment arriver à une telle somme ? La baisse d'un point de taux d'intérêt permettrait de gagner 20.000 milliards de liras. Encore faudrait-il que cette baisse intervienne rapidement — ce qui semble exclu, le

gouverneur de la Banque d'Italie déclarant depuis des mois que les taux ne baisseront pas avant que l'inflation ne soit tombée à 4%. Le recours aux privatisations, prévu dans le programme du centre-gauche, pourrait alléger la charge. La privatisation de la STET (holding des télécommunications) a été annoncée par le futur président du Conseil en même temps que le retour de la lire dans le SME, mais là encore il faudrait que l'opération se fasse rapidement. Restent les dépenses et les recettes. Or il semble bien qu'une diminution des dépenses publiques, si elle n'est pas absolument impossible, ne pourrait pas rapporter grand chose, étant donné les coupes sombres qui ont déjà été faites, et alors que, d'autre part, le centre-gauche s'est engagé à faire repartir les investissements publics. Au chapitre des recettes une lutte sérieuse contre la fraude fiscale apporterait un ballon d'oxygène important, mais prendre des mesures dans ce sens implique de s'aliéner les travailleurs indépendants (artisans, commerçants, professions libérales), puisque les salariés connaissent la retenue à la source. Le centre-gauche fera-t-il payer les électeurs de droite ? On peut en douter. Alors il est plus probable que le gros de l'effort sera supporté par les salariés. Le centre-gauche a vigoureusement dénoncé pendant la campagne électorale la démagogie du centre-droit qui promettait de réduire les impôts s'il remportait les élections. Il aurait dû ajouter, mais alors il n'aurait pas recueilli les suffrages de ceux qui lui ont fait confiance, que non seulement, une fois arrivé au pouvoir, il ne baisserait pas les impôts mais qu'il les augmenterait. Les salariés italiens vont perdre sur deux tableaux : leur pouvoir d'achat va continuer à baisser et les impôts vont augmenter, en particulier la TVA. Le chômage de son côté ne va pas baisser pour autant. Au contraire.

Les marchés financiers et la Confindustria ont tout lieu d'être satisfaits du résultat des élections : ils savent que le gouvernement de centre-gauche appuyé par les syndicats poursuivra la politique d'assainissement des finances publiques, c'est-à-dire d'austérité, qui fut celle des gouvernements de Amato et de Ciampi, mais aussi de Berlusconi. "Ces quatre années de sacrifices des fonctionnaires et de modération des ouvriers n'ont donc servi à rien", se demande Marcello De Cecco dans le supplément *Affari e Finanza* de *La Repubblica* du 29 avril 1996 en constatant que l'inflation est toujours aussi forte. "Si, peut-on lui répondre sans craindre d'être contredit, à accroître les profits". Sans aucune contrepartie pour ceux qui les produisent.

Georges SARO
mai 1996